

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 20/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Caux Seine Agglo

Allée du Catillon
Maison de l'intercommunalité
BP 20 062
76170 Lillebonne

Références : 20240222 VI suite MED 2022
Code AIOT : 0005803158

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2024 dans l'établissement Caux Seine Agglo implanté Route d'Ourville en Caux 76640 Terres-de-Caux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 22 février 2024 s'inscrit dans le cadre du suivi de l'inspection du 30 septembre 2022 relative à l'application de certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 Mars 2012.

Du fait des constats relevés par l'inspection des installations classées lors de la visite susvisée, l'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 27 décembre 2022, de respecter, avant fin juin 2023, les dispositions de l'article 29 de l'arrêté ministériel susvisé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Caux Seine Agglo
- Route d'Ourville en Caux 76640 Terres-de-Caux
- Code AIOT : 0005803158
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement contrôlée est une déchetterie destinée aux particuliers, exploitée par la communauté d'agglomération Caux Seine Agglo sur le territoire de la commune de Terres-de-Caux.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

-

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 26/07/2006, article 1.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 11/01/2023, article R.181-47	Demande d'action corrective	1 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Demande d'action corrective	3 mois
4	Prévention des chutes et collisions	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27	Demande d'action corrective	1 mois
5	Rétention des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	1 mois
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19	Demande d'action corrective	1 mois
7	Propreté du site	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 7	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis par l'inspection des installations classées lors de la visite du 22 février 2024, ainsi que les éléments transmis par l'exploitant à la suite de cette inspection, permettent de proposer à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 décembre 2022, l'exploitant ayant mis en conformité son site au regard des prescriptions visées par cet arrêté.

Des demandes sont émises par l'inspection des installations classées auxquelles l'exploitant doit

répondre dans les délais précisés pour chaque demande.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2006, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE
Prescription contrôlée : Les activités de l'établissement sont soumises à autorisation préfectorale et relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées: 2710 - 1 :Déchetteries aménagées pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par le public: -»Monstres» (gros électroménager, mobilier, éléments de véhicules), déchets de jardin, déchets de démolition, déblais, gravats, terre, - Bois, métaux, papiers, cartons, plastiques, textiles, verres, - Déchets ménagers spéciaux (huiles usagées, piles et batteries, médicaments, solvants, peintures, acides et bases, produits phytosanitaires, etc.) usés ou non, 1. La superficie de l'installation étant supérieure à 2500 m ² 322 B-1 :Ordures ménagères et autres résidus urbains (stockage et traitement des) B) traitement: 1 - broyage
Constats : <u>Éléments de l'exploitant:</u> La déchetterie de Terres-de-Caux comprend: - des bennes de collecte des encombrants, bois, métal, carton, gravats, etc. - des zones de stockage des déchets verts et des déchets spécifiques (piles, pneus, huiles, D3E, etc.) <u>Constats et analyse de l'inspection des installations classées:</u> Au vu : - de l'évolution de la nomenclature des installations classées - de la désignation de l'exploitant de l'arrêté préfectoral susvisé qui était la communauté de commune du Cœur de Caux de Terres-de-Caux - de la possible évolution des activités de la déchetterie depuis l'arrêté préfectoral de 2006 susvisé, l'inspection des installations classées a demandé à la communauté d'agglomération Caux Seine Agglo, exploitant de la déchetterie, par message électronique du 23 février 2024 et à la suite de la visite, de lui transmettre le tableau de classement à jour du site au regard de la nomenclature des installations classées, mentionnant pour chaque rubrique, le détail des installations, la capacité maximale du site et le régime associé. La nomenclature des installations classées est disponible sur le site Internet suivant : https://aida.ineris.fr/thematiques/nomenclature-icpe L'exploitant n'a pas répondu à la demande susvisée de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous un mois, de lui transmettre le tableau de classement à jour du site au regard de la nomenclature des installations classées, mentionnant pour chaque rubrique, le détail des installations, la capacité maximale du site et le régime associé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1mois

N° 2 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/01/2023, article R.181-47
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Prescription contrôlée : I. – Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article. II. – Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.
Constats : <u>Constats de l'inspection des installations classées :</u> La communauté d'agglomération Caux Seine Agglo n'a pas déclaré au préfet le transfert de l'autorisation environnementale de la déchetterie exploitée précédemment par la communauté de commune du Cœur de Caux. Par message électronique du 23 février 2024, l'inspection des installations classées a demandé à la communauté d'agglomération Caux Seine Agglo de réaliser cette déclaration de changement d'exploitant. L'exploitant ne l'a pas réalisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous un mois, de déclarer au préfet le changement d'exploitant pour l'exploitation de la déchetterie communautaire de Terres-de-Caux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">■ d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;■ de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;■ d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;■ d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : <u>Contexte:</u> A l'issue de la visite d'inspection de 2022, l'inspection avait demandé à l'exploitant de solliciter le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) pour réaliser un exercice conjoint afin de s'assurer de l'efficacité des moyens de lutte contre l'incendie présents sur site, et de leur opérationnalité. L'exploitant a recontacté le SDIS avant la présente visite, mais l'exercice n'a pas eu lieu à ce jour. Par ailleurs, l'exploitant devait fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de cette réserve. Le site dispose des moyens de lutte contre l'incendie suivants: <ul style="list-style-type: none">- une réserve d'eau incendie de 120 m³- un poteau incendie situé en entrée de site dont l'installation daterait de 2014- au moins 7 extincteurs. <u>Constats de l'inspection des installations classées :</u>

Le moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours utilisé est le téléphone portable. Les numéros à composer en cas d'urgence sont consignés dans un classeur de procédures disponible dans le bureau principal.

L'inspection a constaté les moyens de lutte contre l'incendie précisés par l'exploitant.

Concernant la réserve d'eau incendie, les raccords semblent rouillés et le volume d'eau présent dans la réserve n'est pas indiqué.

Analyse de l'inspection:

Lors de la visite, le plan des locaux présent sur site n'avait pas été mis à jour à la suite des derniers travaux menés par l'exploitant, et les moyens de lutte contre l'incendie représentés n'étaient pas ceux présents sur site. A l'issue de la visite, l'exploitant a transmis un plan des locaux à jour permettant l'intervention des secours.

Après échange de l'inspection avec le SDIS, la réserve d'eau incendie n'a jamais été formellement réceptionnée.

L'exploitant a demandé au groupement du SDIS (prévention Ouest), par message électronique du 13 mars 2024, un test d'essai de la cuve d'eau d'incendie.

Le rapport de contrôle des extincteurs en 2023 transmis par l'exploitant en amont de la visite indiquait que 6 extincteurs avaient été contrôlés en bon état. Néanmoins, l'exploitant a déclaré que leur nombre, leur poids et leur emplacement réels ne correspondaient pas à ce qui était indiqué dans ce rapport. La présence de 7 extincteurs non identifiés a effectivement été notée par l'inspection. Ces extincteurs portaient une étiquette de vérification indiquant un contrôle en mars ou décembre 2024, ce qui n'est pas cohérent.

En outre, le rapport de vérification de 2023 indiquait qu'il était nécessaire de remplacer un des extincteurs présents sur site, en raison d'une défaillance de ce modèle (cf. Arrêté du 21 juin 2023 portant mise en demeure de la société Chubb France et retrait du marché d'extincteurs portatifs).

L'exploitant a transmis, suite à la visite, le rapport de vérification des extincteurs de 2024, ainsi que le devis et le bon de commande pour le remplacement de l'extincteur concerné. Le rapport de vérification de 2024 ne présente pas un nombre d'extincteurs à jour.

Le dernier contrôle du poteau incendie à l'entrée du site date du 13 janvier 2021. La pression contrôlée était alors de 60 m³/h à 1,7 bars, et 68 m³/h à 1 bar.

L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'il était de tenu de contrôler ces moyens de lutte contre l'incendie tous les ans, et l'exploitant a transmis le 6 mars 2024 suite à la visite le bon de commande de la vérification du poteau incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous trois mois, de:

- Réaliser un exercice avec le SDIS pour s'assurer de la suffisance et de la répartition des moyens de lutte contre l'incendie du site, et pour s'assurer du caractère opérationnel de la cuve d'eau incendie;
- Refaire réaliser un contrôle exhaustif des extincteurs du site (après remplacement de l'extincteur d'un modèle défaillant) et identifier clairement sur le terrain les extincteurs avec des numéros, à reporter sur les rapports de contrôles;
- Faire réaliser le contrôle du poteau d'eau incendie du site ;
- Transmettre la contenance effective de la réserve d'eau incendie ;

<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place une organisation pour le contrôle annuel des moyens de lutte contre l'incendie du site, et une procédure de mise en œuvre des actions correctives des observations éventuelles mentionnées dans les rapports de contrôle; - Fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de la réserve d'eau incendie. <p>Au vu des engagements de l'exploitant, il n'est pas proposé de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3mois

N° 4 : Prévention des chutes et collisions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des chutes et des collisions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre-bas.</p> <p>Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers. (lettre de suite)</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Contexte:</u></p> <p>Lors de la visite de 2022, aucune signalisation visible n'interdisait aux usagers l'accès à la partie basse des quais, réservée au personnel.</p> <p><u>Constats de l'inspection:</u></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a noté qu'une signalisation ainsi que des lignes blanches continues au sol avaient été mises en place pour empêcher l'accès des usagers à la partie basse des quais. L'exploitant a affirmé que lorsque le site était ouvert aux visiteurs, cet accès était barré par une barrière en chaîne. L'inspection a noté sur le terrain la présence de cette barrière, ouverte lors de la visite (site fermé au public au moment de la visite).</p> <p>Sur le terrain, l'inspection a bien noté la présence du dispositif antichute autour de chaque bac. Les voies d'accès étaient également dotées d'un dispositif antichute. En revanche, la présence de panneaux indicatifs du risque de chute ne sont pas présents.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous un mois, de mettre en place des panneaux indiquant le risque de chute sur la partie haute des quais.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1mois

N° 5 : Rétention des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Contexte:</u></p> <p>Lors de l'inspection de 2021, puis de celle de 2022, aucun dispositif n'avait été mis en place pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. L'exploitant avait donc été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 27 décembre 2022, de respecter l'article 29 susvisé, dans un délai de 6 mois. À l'issue de la visite de 2022, une étude de faisabilité avait été transmise à l'inspection en mars 2023, pour la mise en place d'un bassin de rétention de 154 m³, et de trois vannes de confinement.</p> <p><u>Analyse de l'inspection relatif au dimensionnement du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie:</u></p> <p>Les besoins en eau d'extinction du site ont été déterminés selon le guide pratique D9 «Guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie»: le débit requis est évalué par l'exploitant à 60 m³/h.</p> <p>Le guide pratique D9A «Guide pratique de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction» a été utilisé par l'exploitant et détermine à 154 m³ la capacité de rétention de l'ouvrage devant recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, selon les hypothèses suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Besoins pour la lutte extérieure (besoins x 2h au minimum) = 120 m³ - Volumes d'eau liés aux intempéries (10 l/m² de surface de drainage) = 34 m³. <p>Les hypothèses de calculs suivantes doivent être justifiées:</p> <ul style="list-style-type: none"> - hypothèses prises en compte dans le calcul des besoins en eau d'extinction: <ul style="list-style-type: none"> * le coefficient – 0,1 utilisé pour une ossature stable au feu > 1h - hypothèses prises en compte dans le calcul du dimensionnement de la rétention des eaux d'extinction: <ul style="list-style-type: none"> * l'absence de prise en compte de la présence de stocks de liquides. L'inspection a cependant constaté sur le terrain des contenants de faible volume de liquides. <p><u>Constats de terrain:</u></p> <p>Sur le terrain, l'inspection a noté que les travaux avaient bien été réalisés: un bassin de rétention muni d'une pompe, ainsi que trois vannes permettant d'isoler le réseau :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. une vanne en amont du point de rejet de la déchetterie initiale 2. une vanne en amont du point de rejet de l'extension de la déchetterie 3. une vanne en amont du bassin et du filtre végétalisé reprenant les déchets verts.

Ces vannes ne sont pas identifiées, et le sens à actionner en cas de sinistre n'est pas non plus renseigné. L'exploitant n'a pas pu justifier de l'étanchéité des vannes lors de la visite, mais a fourni après l'inspection le procès-verbal de réception des travaux effectués, prononcée sans réserve.

Un bouton d'arrêt d'urgence a été mis en place à côté du bassin de rétention, afin d'arrêter le pompage du bassin lors d'un incendie. En cas d'accident, le camion pourra se positionner sur la route afin de pomper l'eau à l'intérieur du bassin.

Le bassin de rétention lors de la visite était quasi vide mais de la terre et des feuilles étaient présentes en quantité importante au fond du bassin, le pompage du bassin n'était donc pas possible.

L'exploitant a rédigé une procédure imagée en cas d'incendie sur le site reprenant les actions à effectuer par l'opérateur.

Analyse de l'inspection:

L'inspection a précisé à l'exploitant que compte-tenu du fait qu'en cas d'incendie, certaines vannes doivent être ouvertes et d'autres fermées, il est nécessaire d'identifier les vannes d'isolement, ainsi que le sens dans lequel les actionner sur le terrain, au regard de la procédure créée.

L'exploitant a transmis après l'inspection le bon d'intervention du nettoyage de la rétention, en date du 06/03/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant, sous un mois, de:

- Justifier les hypothèses prises en compte pour le calcul des besoins en eau d'extinction et le dimensionnement du bassin de confinement, et mettre à jour les calculs, le cas échéant ;
- Justifier le volume réel du bassin de confinement ;
- Mettre en place une organisation formalisée pour s'assurer que le volume de rétention soit disponible en permanence (absence d'eau / feuilles, nettoyage le cas échéant) ;
- Identifier chaque vanne de confinement, et indiquer dessus le sens d'actionnement en cas de sinistre ;
- Tester sa procédure de mise en œuvre du confinement des eaux d'extinction d'incendie, avec le personnel sur site, afin de pouvoir en valider l'efficacité, et de l'améliorer si besoin est, et refaire ce test périodiquement ;
- Contractualiser avec une entreprise pour l'évacuation et le traitement des eaux susceptibles d'être polluées par les eaux incendie (délai d'intervention, notamment).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection à sa demande et en amont de la visite les derniers comptes-rendus de vérification des installations électriques Q18 pour les années 2022 et 2023. Pour ces deux années, les rapports indiquent que l'installation «ne peut pas entraîner des risques d'incendies et d'explosion». <p>Néanmoins, seule une vérification partielle a été effectuée en 2022 et en 2023. Ainsi, il est noté que l'examen des matériels électriques situés dans les faux-plafonds n'a pas été effectué, car cela nécessitait un démontage des faux-plafonds. La vérification de la continuité de la mise à la terre des appareils d'éclairage installés en hauteur n'a pas été faite non-plus, faute de mise à disposition de moyens d'accès à la sécurité. Ces deux aspects n'ont été vérifiés ni en 2022 ni en 2023.</p> <p>En outre, des observations ont été faites dans le rapport de 2023, pour lesquelles l'exploitant n'a pas été en mesure de dire si elles avaient été levées.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'en application de l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, il est tenu de conserver les traces écrites des mesures correctives prises à la suite des vérifications, et également de garantir la mise à la terre de ses installations.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant, sous un mois, de : <ul style="list-style-type: none"> - Faire réaliser une vérification des installations électriques complète, et mener les actions correctives pour lever les non conformités/observations faites ; - Mettre en place une procédure de suivi des contrôles de vérification de conformité des installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1mois

N° 7 : Propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté du site
Prescription contrôlée : L'installation est maintenue propre et entretenue en permanence.
Constats : Contexte: Lors de la visite de 2022, l'inspection avait constaté que des sacs contenant du polystyrène étaient stockés sur la partie basse des quais à l'air libre, avec un risque d'envol de matières.

Constats de l'inspection:

Lors de la visite sur le terrain, l'inspection n'a pas constaté la présence de ces mêmes sacs. L'exploitant a déclaré que suite à la précédente visite, les sacs de polystyrène étaient stockés à l'intérieur d'un bâtiment fermé en attendant d'être collectés. Aucune procédure écrite n'a été mise en place mais la consigne a été donnée aux opérateurs de garder ces sacs à l'abri du vent. L'inspection a constaté lors d'un tour de site les points suivants:

- la présence de liquide dans la rétention du local de déchets dangereux ;
- le verrou cassé du local de déchets dangereux ;
- la présence de déchets hors bennes non traités au centre du site ;
- un trou dans la clôture du site.

Concernant l'entretien du site, l'exploitant a déclaré que le chef de site passait une fois par semaine et donnait les consignes de nettoyage aux opérateurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous un mois, de :

- Vider la rétention du local de déchets dangereux
- Pouvoir fermer à clé le local de déchets dangereux
- Evacuer les déchets hors benne situés au centre du site
- Réparer le trou constaté dans la clôture ;
- Mettre en place une procédure écrite permettant d'éviter les envols de matière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1mois